

AGVIR DU SAMEDI 12 JUIN 2021

CELLOU DALEIN DIALLO

I- L'union sacrée

- Nous nous sommes retrouvés au grand complet dans le cadre d'un Conseil politique élargi où on a lavé le linge sale en famille. Les règles de discipline du Parti ont été rappelées. Il a été indiqué que les débats internes se font dans les instances du Parti et pas dans la presse ou sur les réseaux sociaux. Ces débats sont ouverts et démocratiques. Tout le monde a promis de s'y conformer. Les personnes offensées ont reçu des excuses et les ont acceptées. Celles qui ont commis des erreurs ou offensé des collègues ou des supérieurs ont elles aussi présenté des excuses qui ont été acceptées. L'union sacrée autour des valeurs que nous défendons a été réaffirmée.
- La Direction Nationale vient ainsi de démontrer qu'il n'y avait pas de crise au sein du Parti, les petits malentendus et autres frustrations ont été réglés. Que nos militants et sympathisants soient rassurés. L'UFDG est plus que jamais unie et déterminée à faire face à l'adversité et à la fourberie. Nous résisterons à la persécution et déjouerons les stratagèmes grossiers et les combines honteuses de l'adversaire.
- Ce que je demande maintenant aux cadres du Parti en tant que Président, c'est de promouvoir le débat interne et de renforcer cette culture du respect mutuel et de la tolérance à tous les échelons du Parti (BE, Fédérations, Sections, Comités de base).
- Que l'élan de solidarité et d'unité que le Parti a montré dans la mobilisation pour la campagne, dans la participation aux élections et dans le soutien à nos morts et à nos détenus ne soit pas freiné par de petits malentendus inhérents à toute grande organisation comme l'UFDG.

II- Le dialogue

- C'est ce Conseil politique réconcilié et résolu qui a décidé que le Parti s'abstiendra de parler de dialogue tant qu'il a le couteau à la gorge, c'est-à-dire, tant que nos militants et nos cadres arbitrairement arrêtés resteront en prison, tant que les locaux abritant notre siège et nos bureaux seront fermés et occupés par les Forces de défense et de sécurité, tant que les droits

et libertés de voyager du Président, de sa femme et de ses collaborateurs sont suspendus...

- J'ai eu l'opportunité d'exprimer et de défendre cette position de l'UFDG devant toutes les personnalités que j'ai rencontré récemment.

III- La question des prisonniers politiques

- Nous avons enregistré depuis 2011 à l'occasion des manifestations pacifiques de l'Opposition près de 250 morts. Comme l'a rappelé tout à l'heure Nadia, aucune enquête n'a été diligentée, aucun auteur de ces crimes n'a été identifié ou sanctionné.
- Ces crimes récurrents et cette impunité qui les encourage ont été maintes fois dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme et par certaines institutions internationales, lesquelles ont demandé au gouvernement de mettre fin à ce cercle vicieux.
- Alpha Condé est resté sourd à tous ces appels parce qu'il pense que c'est par cette voie qu'il peut protéger son pouvoir illégitime.
- Alors que ces crimes restent impunis et même niés par les Autorités, le pouvoir s'acharne sur les militants de l'Opposition qui sont arrêtés, jugés et condamnés alors que le seul crime qu'ils ont commis c'est d'être opposés à Alpha Condé et parfois d'avoir exercé un droit constitutionnel : celui de manifester dans les rues et sur les places publiques.
- Est-il utile de rappeler au gouvernement de Alpha Condé que manifester est un droit constitutionnel et tuer un manifestant est un crime imprescriptible.
- Aujourd'hui, alors que les auteurs de ces 250 crimes répertoriés se promènent allègrement et jouissent pleinement de leur liberté, des centaines de citoyens innocents et plusieurs cadres de l'UFDG, de l'ANAD et du FNDC, tout autant innocents, sont arrêtés et détenus dans les prisons du pays. C'est le cas de Chérif Bah, Ousmane Gaoual, Cellou Baldé, Aboulaye Bah, Ismael Condé, Madic 100 frontières, l'imam El Hadj Abdoulaye Bah de l'UFDG, Etienne Soropogui de Nos Valeurs Communes, membre de l'ANAD, Fonikè Manguè et Souleymane Condé du FNDC.
- Ce que nous savons, c'est que ces cadres et militants qui sont des otages politiques sont détenus dans des conditions qui dégradent leur santé physique et morale.

- Quatre d'entre eux sont déjà décédés faute de soins et deux autres, Chérif Bah et Ousmane Gaoual sont hospitalisés depuis des mois et leur santé ne s'améliore pas.
- Nous savons tous que ces gens n'ont rien à se reprocher. Notre parti, du fait de notre intransigeance sur la question de notre victoire usurpée à coup de meurtres, fait l'objet d'un acharnement et d'un chantage à multiples dimensions.
- L'engagement politique dans ce contexte de tyrannie requiert malheureusement énormément de sacrifices. Nous mettons notre vie en danger à chaque fois que nous nous opposons au despote. Tous les otages politiques ainsi que leurs familles en sont conscients. Ils sont restés dignes face à cette injustice et au traitement inhumain et dégradant qu'ils subissent.
- Nous leur devons respect et solidarité. Je lance un appel à tous ceux qui se réclament de l'UFDG, à quelque échelon que ce soit, d'éviter toute insinuation, tout propos de nature à les frustrer.
- Nous devons tous, par nos attitudes, nos propos et nos prières, leur apporter notre soutien et rendre hommage à leur courage et à leur dignité.

Le despote Alpha Condé, après son coup de force, est aujourd'hui semblable à un animal blessé, acculé et cerné de toutes parts. Il est devenu infréquentable à l'international et n'a plus pour amis que les autres dictateurs du continent. En se reniant sur le sujet du 3^e mandat, il a piétiné son honneur et sa dignité. Ayant perdu lamentablement les élections, il n'a plus aucune légitimité aux yeux des guinéens. Alors il nous persécute en prenant en otages nos cadres, en empêchant le Président légitime du pays et ses collaborateurs de voyager librement, en fermant les locaux de notre parti sans aucun fondement, dans l'espoir vain de nous forcer à le légitimer comme président. Mais ce chantage ne passera jamais !

Cellou Dalein DIALLO